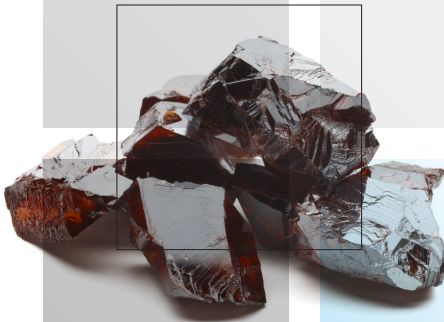
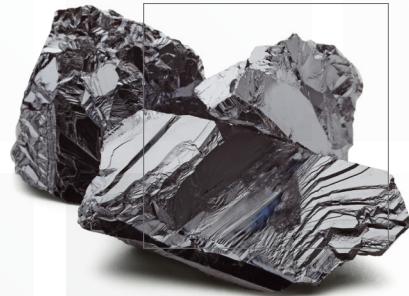




5N PLUS

Rapport  
de gestion  
2012



## Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion sur les résultats opérationnels et la situation financière vise à aider le lecteur à mieux comprendre 5N Plus inc. (« 5N Plus » ou la « Société »), son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») adoptées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), qui figurent dans le *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés*.

Le « quatrième trimestre de 2012 » et le « quatrième trimestre de 2011 » correspondent respectivement aux périodes de trois mois closes les 31 décembre 2012 et 2011. Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire. Toute l'information trimestrielle fournie dans le présent rapport de gestion est fondée sur des montants non audités.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 28 mars 2013, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales.

### Changement de fin d'exercice

Le 24 août 2011, la Société a fait passer la fin de son exercice du 31 mai au 31 décembre. Par conséquent, l'exercice clos le 31 décembre 2011 se compose de sept mois.

### Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme également des montants qui ne sont pas des mesures de la performance conformes aux IFRS. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion, à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

### Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines déclarations comprises dans le présent rapport de gestion peuvent contenir des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques liés aux facteurs suivants : incapacité d'obtenir les avantages escomptés d'acquisitions, dette supplémentaire, valorisation des stocks, prix des produits de base, poursuites judiciaires, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruption des activités, protection de la propriété intellectuelle, activités internationales, conventions collectives et responsabilités à titre de société cotée. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion. En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

# Rapport de gestion

---

## Aperçu de la Société et de ses activités

5N Plus est le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada). La Société compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles avancées. Parmi les principaux produits, mentionnons, entre autres, les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés, tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

## Informations sectorielles

Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles, qui constituent les principaux indicateurs de performance, sont utilisées pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté du secteur, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Le secteur Matériaux électroniques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Amérique, en Europe et en Asie. Les activités de ce secteur consistent en la production et en la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire), des diodes électroluminescentes (DEL), des afficheurs, des produits électroniques à haute fréquence, de l'imagerie médicale et des produits thermoélectriques. La plupart des produits du secteur sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques et de composés. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. Le vice-président, Matériaux électroniques est également responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Le secteur Matériaux écologiques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Europe et en Chine. Les activités du secteur Matériaux écologiques consistent en la production et en la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et l'électronique.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les frais financiers et les gains ou les pertes de change et au titre de dérivés ont été regroupés sous la rubrique « Siège social ». Le siège social est également responsable de la gestion des activités en phase de démarrage et les coûts correspondants sont déduits des produits.

## Faits saillants du quatrième trimestre de 2012 et de l'exercice 2012

- En 2012, la Société a dégagé des flux de trésorerie significatifs liés à ses activités opérationnelles à 101,8 M\$. La dette nette était de 136,6 M\$ au 31 décembre 2012 comparativement à 260,6 M\$ au 31 décembre 2011, en baisse de 124,0 M\$ pour 2012, dont 4,0 M\$ au quatrième trimestre de 2012. La dette totalisait 148,4 M\$ au 31 décembre 2012, comparativement à 341,9 M\$ au 31 décembre 2011, en baisse de 193,5 M\$ pour 2012, dont 1,4 M\$ au quatrième trimestre de 2012.
- Le BAIIA ajusté pour le quatrième trimestre de 2012 s'est établi à 6,4 M\$, soit une baisse de 10,4 % comparativement au BAIIA ajusté de 7,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Le BAIIA ajusté pour 2012 s'est établi à 37,9 M\$, comparativement au BAIIA ajusté de 37,4 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011.
- Au quatrième trimestre de 2012, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 204,8 M\$ au titre du goodwill et d'autres actifs non courants en raison de la faiblesse des prix des métaux accessoires qui a duré plus longtemps que prévu et d'une diminution importante de la capitalisation boursière de la Société. Il en a résulté une perte nette de 212,0 M\$ pour le trimestre et une perte nette de 227,8 M\$ pour 2012, comparativement à une perte nette de respectivement 37,2 M\$ et 22,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011 et la période de sept mois close le 31 décembre 2011. Compte non tenu des charges de dépréciation et des reprises de perte de valeur, des frais de restructuration et des coûts d'acquisition, déduction faite de l'impôt sur le résultat s'y rapportant, le résultat net ajusté s'est traduit par une perte de 6,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012 et de 2,9 M\$ pour 2012, comparativement à un résultat net ajusté de (0,1) M\$ et de 16,5 M\$ respectivement pour le quatrième trimestre de 2011 et la période de sept mois close le 31 décembre 2011.
- Les produits pour le quatrième trimestre de 2012 ont été de 128,6 M\$, en baisse de 13,9 % par rapport à des produits de 149,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Les produits pour l'exercice 2012 ont atteint 551,7 M\$, ce qui représente une augmentation de 40,8 % par rapport aux produits de 391,7 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011.
- Au 31 décembre 2012, le carnet de commandes devant se traduire par des ventes au cours des 12 prochains mois s'élevait à 165,8 M\$, comparativement à 162,3 M\$ au 30 septembre 2012 et à 223,2 M\$ il y a un an.
- Le 6 juin 2012, la Société a émis 6 452 000 unités d'actions pour un produit brut de 20,0 M\$ CA. Le placement a été effectué par voie de prospectus simplifié, déposé auprès des commissions des valeurs mobilières de chaque province du Canada. Dans le cadre d'un placement privé concomitant, la Société a émis et vendu 6 451 613 autres unités à Investissement Québec pour un produit brut de 20,0 M\$ CA.
- Le 15 novembre 2012, la Société a annoncé la mise en activité de sa nouvelle usine de recyclage en Malaisie, à un coût inférieur à celui prévu au budget. Les installations sont situées dans le Kulim High Technology Park, une des zones industrielles les plus prestigieuses de la Malaisie pour les entreprises œuvrant dans le domaine des technologies.
- La Société a modifié sa facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang, laquelle sera réduite à 100 M\$ à compter du 31 mars 2013. En tout temps, cette facilité pourra être augmentée à 140 M\$ à la demande de la Société en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 40 M\$, sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs.

Malgré le contexte commercial très difficile qui a prévalu tout au long du trimestre et de l'exercice, la Société a réussi à conserver sa part de marché et à générer d'importants flux de trésorerie qui lui ont permis de réduire considérablement sa dette. La Société a aussi franchi un tournant sur les plans commercial, technique et opérationnel, notamment avec l'achèvement de son installation en Malaisie, des percées à sa filiale Sylarus, le transfert des activités de production de Fairfield au Wisconsin, et sa progression au sein du marché asiatique.

## Rapport de gestion

La faiblesse des prix des produits de base sous-jacents s'est répercutée défavorablement sur les produits opérationnels, le carnet de commandes et la rentabilité de la Société pour le trimestre et l'exercice, de sorte que la Société a dû déprécier la valeur de ses stocks, de ses actifs non courants et de son goodwill, ce dernier étant maintenant entièrement sorti du bilan. L'agitation causée par les préoccupations constantes que suscite la demande provenant des pays européens, le ralentissement de l'économie mondiale et les changements structurels dans le secteur de l'énergie solaire ont continué à affecter la performance de la Société. Les difficultés liées à l'intégration des activités de MCP, qui s'est soldée par le départ de certains membres de la haute direction de MCP, et le litige subséquent portant sur certains manquements aux représentations et aux garanties faites ou données par les vendeurs au moment de la vente ont également pesé sur la Société.

Sur une note plus positive, la modification de sa facilité de crédit procure à la Société la souplesse financière nécessaire pour 2013 et répond davantage à ses besoins financiers actuels. La Société est dorénavant mieux positionnée et entend procéder au redéploiement graduel de son capital en investissant dans des opportunités à valeur ajoutée et le recyclage, et en mettant l'accent sur l'élargissement de ses activités commerciales en Asie. La Société entend également tirer parti de la part de marché dominante qu'elle détient et profiter des prix des produits de base sous-jacents qui, selon elle, seront vraisemblablement plus avantageux au cours du prochain exercice.

Étant donné que 2013 constituera une année de transition, la Société a mis en place un programme d'amélioration de l'efficacité qui comprend la fermeture des installations de Trail et le transfert de toutes les activités s'y rattachant et, de façon plus générale, des efforts de réduction des coûts importants à l'échelle du groupe. Par la même occasion, la Société entend également poursuivre son avancée en Asie, en ciblant plus particulièrement la Corée, selon ce qui a déjà été annoncé. Ces mesures, conjuguées au soutien continu des institutions financières de la Société, devraient lui permettre d'être très bien placée pour tirer parti d'occasions de croissance au-delà de l'exercice courant.

La Société demeure donc d'un optimisme prudent et a bon espoir d'être en mesure de relever les défis actuels. 5N Plus tient par ailleurs à souligner la contribution passée des employés qui ont malheureusement été touchés par les mesures de réduction des coûts et le plan d'amélioration de l'efficacité en cours, et à saluer l'engagement et la confiance de l'ensemble du personnel, tandis qu'elle s'efforce de devenir une meilleure entreprise, plus solide, dans un contexte commercial changeant auquel elle doit s'adapter.

### Principales données financières annuelles

	31 décembre 2012 (12 mois)	31 décembre 2011 (7 mois)	31 mai 2011 (12 mois)
	\$	\$	\$
<b>Résultats consolidés</b>			
Produits	551 675	391 712	179 995
BAIIA <sup>1</sup>	(12 729)	2 625	28 723
BAIIA ajusté <sup>1</sup>	37 856	37 415	28 723
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	(227 738)	(21 641)	22 928
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	(2,91) \$	(0,31) \$	0,45 \$
Résultat net	(227 849)	(22 464)	21 948
Résultat de base par action	(2,91) \$	(0,32) \$	0,45 \$
Résultat dilué par action	(2,91) \$	(0,32) \$	0,44 \$
Fonds provenant de l'exploitation <sup>1</sup>	25 393	27 338	26 477
<b>Données de l'état de la situation financière</b>			
Total de l'actif	383 978	782 344	807 557
Dettes nettes <sup>1</sup>	136 547	260 575	241 210
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	148 470	339 710	363 990

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

# Rapport de gestion

## Principales données financières trimestrielles

	2012				31 décembre 2011		31 mai 2011	
	T4	T3	T2	T1	T2	T1 (4 mois)	T4	T3
Produits	128 620	120 744	140 076	162 235	149 423	242 289	121 976	20 663
Marge brute <sup>1</sup>	(5 599)	17 898	(10 859)	29 988	(8 674)	42 857	25 001	8 104
Marge brute ajustée <sup>1</sup>	18 918	17 898	15 209	29 988	24 739	44 233	25 001	8 104
BAIIA <sup>1</sup>	(18 121)	9 001	(20 474)	16 867	(26 278)	28 904	19 995	6 001
BAIIA ajusté <sup>1</sup>	6 395	9 001	5 594	16 867	7 135	30 281	19 995	6 001
Résultat net	(211 953)	1 275	(22 062)	4 891	(37 397)	14 933	8 174	5 551
Résultat de base par action	(2,70) \$	0,02 \$	(0,30) \$	0,07 \$	(0,53) \$	0,21 \$	0,14 \$	0,12 \$
Résultat dilué par action	(2,70) \$	0,02 \$	(0,30) \$	0,07 \$	(0,53) \$	0,21 \$	0,14 \$	0,12 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.	(212 006)	1 218	(21 922)	4 972	(37 206)	15 565	8 549	5 526
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.	(2,71) \$	0,02 \$	(0,29) \$	0,07 \$	(0,52) \$	0,22 \$	0,14 \$	0,12 \$
Résultat net ajusté <sup>1</sup>	(6 880)	648	(1 911)	5 250	(92)	15 965	14 128	5 551
Résultat net de base ajusté par action <sup>1</sup>	(0,08) \$	0,01 \$	(0,03) \$	0,07 \$	(0,01) \$	0,23 \$	0,24 \$	0,12 \$
Carnet de commandes <sup>1</sup>	165 790	162 323	188 982	215 588	223 177	212 264	263 702	73 154

## Produits, marge brute, résultat net et résultat par action

	T4 2012	T4 2011	2012	Période de sept mois close le 31 décembre 2011
Produits	128 620	149 423	551 675	391 712
Marge brute <sup>1</sup>	(5 599)	(8 674)	31 428	34 182
Marge brute ajustée <sup>1</sup>	18 918	24 739	82 013	68 972
Ratio de la marge brute ajustée <sup>1</sup>	14,7 %	16,6 %	14,9 %	17,6 %
Charge de dépréciation	229 263	45 573	255 331	46 950
Résultat net ajusté	(6 880)	(92)	(2 893)	16 505
Résultat net ajusté de base par action <sup>1</sup>	(0,08) \$	(0,01) \$	(0,04) \$	0,23 \$
Résultat net	(211 953)	(37 397)	(227 849)	(22 464)
Résultat de base par action	(2,70) \$	(0,53) \$	(2,91) \$	(0,32) \$

## Produits

Les produits pour le quatrième trimestre de 2012 se sont établis à 128,6 M\$ par rapport à 149,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Pour 2012, les produits ont atteint 551,7 M\$, soit une progression de 40,8 % par rapport à 391,7 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011. Le recul des ventes au quatrième trimestre de 2012 est principalement attribuable à la baisse des prix des produits de base sous-jacents, et la hausse pour 2012 s'explique essentiellement par la différence de durée des périodes de présentation de l'information financière.

## Charges de dépréciation

La Société a inscrit une charge de dépréciation totale de 229,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012 en raison de la dépréciation du goodwill liée à l'acquisition de MCP et d'actifs non courants pour un total de 204,8 M\$ et de la dépréciation des stocks de 24,5 M\$ découlant de la faiblesse des prix des produits de base, principalement le bismuth, le gallium et le sélénium. En 2012, la Société a inscrit une charge de dépréciation totale de 255,3 M\$, incluant une dépréciation des stocks de 50,6 M\$. La charge de dépréciation a été répartie comme suit : 153,6 M\$ pour le secteur Matériaux électroniques et 101,7 M\$ pour le secteur Matériaux écologiques. La fermeture de l'usine de Trail a également entraîné une dépréciation des immobilisations corporelles, pour 11,0 M\$.

	T4 2012	T4 2011	2012	Période de sept mois close le 31 décembre 2011
Dépréciation des stocks	24 517	33 413	50 585	34 790
Dépréciation des immobilisations corporelles	39 239	11 460	39 239	11 460
Dépréciation des immobilisations incorporelles	40 597	-	40 597	-
Dépréciation du goodwill	124 910	-	124 910	-
<b>Charge de dépréciation</b>	<b>229 263</b>	<b>44 873</b>	<b>255 331</b>	<b>46 250</b>

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

# Rapport de gestion

## Marge brute et marge brute ajustée

Pour le quatrième trimestre de 2012, la marge brute et la marge brute ajustée se sont établies à respectivement (5,6) M\$ et 18,9 M\$, par rapport à respectivement (8,7) M\$ et 24,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Pour le quatrième trimestre de 2012, le ratio de la marge brute ajustée a été de 14,7 % par rapport à 16,6 % pour le quatrième trimestre de 2011. Pour 2012, la marge brute et la marge brute ajustée se sont établies à respectivement 31,4 M\$ et 82,0 M\$, par rapport à respectivement 34,2 M\$ et 69,0 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011. Pour 2012, le ratio de la marge brute ajustée a été de 14,9 % par rapport à 17,6 % pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011. Cette diminution s'explique principalement par le fait que la valeur des stocks reflète leur valeur de réalisation réelle du fait de la tendance baissière des prix des produits de base sous-jacents.

## Résultat net ajusté et résultat net

La perte nette ajustée pour le quatrième trimestre de 2012 s'est établie à 6,9 M\$, soit 0,08 \$ par action, et à 2,9 M\$, soit 0,04 \$ par action pour 2012. La perte nette ajustée pour le quatrième trimestre de 2011 s'est établie à (0,1) M\$, soit (0,01) \$ par action, contre un profit net ajusté de 16,5 M\$, soit 0,23 \$ par action, respectivement pour le quatrième trimestre de 2011 et la période de sept mois close le 31 décembre 2011. La perte nette s'est établie à 212,0 M\$, soit 2,70 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2012 et à 227,8 M\$, soit 2,91 \$ par action, pour 2012, en raison des charges de dépréciation de 255,3 M\$ dont la majeure partie a été comptabilisée au cours du quatrième trimestre de 2012. La perte nette pour le quatrième trimestre de 2011 s'est établie à 37,4 M\$, soit 0,53 \$ par action, et à 22,5 M\$, soit 0,32 \$ par action, pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011. Ces diminutions du résultat sont essentiellement imputables à la baisse des prix de vente moyens et au fait que la valeur des stocks reflète leur valeur de réalisation réelle du fait de la tendance baissière des prix des produits de base, ainsi qu'aux charges de dépréciation liées à l'acquisition de MCP.

## Rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté

	T4 2012	T4 2011	Augmentation (diminution)	2012	Période de sept mois close le 31 décembre 2011	Augmentation (diminution)
	\$	\$		\$	\$	
Résultat net	(211 953)	(37 397)	467 %	(227 849)	(22 464)	914 %
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges d'intérêts	1 463	2 048	(29) %	8 828	5 487	61 %
Perte (gain) de change et au titre de dérivés	(360)	1 118	(132) %	2 759	(642)	(530) %
Amortissement	5 628	5 463	3 %	21 159	12 797	65 %
Recouvrement d'impôt	(18 578)	(9 670)	92 %	(24 221)	(4 713)	414 %
Frais de restructuration	932	-	-	2 781	-	-
Dépréciation du goodwill, des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	204 746	12 160	1 584 %	204 746	12 160	1 584 %
Reprise de perte de valeur des immobilisations corporelles	-	-	-	(932)	-	-
<b>BAIIA<sup>1</sup></b>	<b>(18 122)</b>	<b>(26 278)</b>	<b>(31) %</b>	<b>(12 729)</b>	<b>2 625</b>	<b>(585) %</b>
Dépréciation des stocks	24 517	33 413		50 585	34 790	
<b>BAIIA ajusté<sup>1</sup></b>	<b>6 395</b>	<b>7 135</b>	<b>(10) %</b>	<b>37 856</b>	<b>37 415</b>	<b>1 %</b>

## BAIIA et BAIIA ajusté

Le BAIIA pour le quatrième trimestre de 2012 s'est inscrit à (18,1) M\$ et le BAIIA ajusté, à 6,4 M\$. Pour 2012, le BAIIA s'est établi à (12,7) M\$, montant qui s'explique essentiellement par des charges de dépréciation comptabilisées aux deuxième et quatrième trimestres de 2012, et le BAIIA ajusté, à 37,9 M\$. Pour les périodes de trois mois et de sept mois closes le 31 décembre 2011, le BAIIA ajusté s'est établi à respectivement 7,1 M\$ et 37,4 M\$. Le BAIIA ajusté est demeuré relativement stable pour le quatrième trimestre de 2012, mais continue de refléter des prix de vente moyens réduits découlant du fléchissement des prix des produits de base sous-jacents.

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

# Rapport de gestion

## Reprise de perte de valeur des immobilisations corporelles

En 2012, la Société a comptabilisé une reprise partielle des charges de dépréciation d'actifs de 0,9 M\$ subies au cours du trimestre clos le 31 décembre 2011 relativement à ses immobilisations corporelles situées à DeForest, Wisconsin.

## Nouvelles commandes et carnet de commandes

Pour le quatrième trimestre de 2012 et l'exercice 2012, les nouvelles commandes ont atteint respectivement 132,0 M\$, et 494,3 M\$, comparativement à 160,5 M\$ et 351,2 M\$ respectivement pour les périodes de trois mois et de sept mois closes le 31 décembre 2011. Au 31 décembre 2012, le carnet de commandes s'élevait à 165,8 M\$, en baisse de 25,8 % par rapport à 223,2 M\$ au 31 décembre 2011. Les diminutions des nouvelles commandes et du carnet de commandes en 2012 par rapport à 2011 s'expliquent principalement par la diminution des prix de vente moyens prévus en raison de la tendance généralisée à la baisse des prix des produits de base sous-jacents et du traitement plus conservateur de notre contrat avec notre principal client sur le marché de l'énergie solaire, qui n'est plus assorti de clauses d'achat ferme. Le carnet de commandes a augmenté de 3,5 M\$ par rapport au 30 septembre 2012.

Les produits, le BAIIA et les nouvelles commandes des deux secteurs opérationnels de la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques, sont décrits ci-après. Les activités de MCP, qui étaient menées dans ces deux secteurs opérationnels, ont été réparties entre eux. Les activités de 5N Plus avant l'acquisition de MCP sont entièrement comprises dans le secteur opérationnel Matériaux électroniques.

## BAIIA et BAIIA ajusté par secteur opérationnel

	T4 2012	T4 2011	2012	Période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$	\$	\$
Matériaux électroniques	(1 733)	(19 607)	10 909	(333)
Matériaux écologiques	(11 700)	1 773	(8 209)	14 600
Siège social	(4 689)	(8 444)	(15 429)	(11 642)
<b>BAIIA<sup>1</sup></b>	<b>(18 122)</b>	<b>(26 278)</b>	<b>(12 729)</b>	<b>2 625</b>
Dépréciation des stocks	24 517	33 413	50 585	34 790
<b>BAIIA ajusté<sup>1</sup></b>	<b>6 395</b>	<b>7 135</b>	<b>37 856</b>	<b>37 415</b>

## Secteur Matériaux électroniques

	T4 2012	T4 2011	2012	Période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$	\$	\$
Produits	55 254	69 761	232 013	186 015
Coût des ventes et charges, avant amortissement	(56 987)	(89 368)	(221 110)	(186 348)
<b>BAIIA<sup>1</sup></b>	<b>(1 733)</b>	<b>(19 607)</b>	<b>10 903</b>	<b>(333)</b>
Dépréciation des stocks	8 226	30 658	23 750	30 964
<b>BAIIA ajusté<sup>1</sup></b>	<b>6 493</b>	<b>11 051</b>	<b>34 653</b>	<b>30 631</b>
Nouvelles commandes	59 342	76 073	178 615	179 145

Pour le quatrième trimestre de 2012, les produits du secteur Matériaux électroniques ont reculé de 20,8 % pour s'établir à 55,2 M\$, comparativement à 69,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Pour 2012, les produits ont augmenté de 24,7 % pour s'établir à 232,0 M\$, en hausse par rapport à 186,0 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011. L'augmentation pour 2012 est principalement attribuable à la différence de durée des périodes de présentation de l'information financière, et le recul pour le quatrième trimestre de 2012 s'explique essentiellement par des prix de vente moyens réduits faisant suite au fléchissement des prix sur le marché des produits de base sous-jacents.

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».



## Rapport de gestion

Pour le quatrième trimestre de 2012, le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques a reculé pour s'établir à 6,5 M\$, en baisse de 41,2 % par rapport à 11,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Le BAIIA ajusté pour 2012 s'est établi à 34,7 M\$, ce qui représente une hausse de 13,1 % par rapport à 30,6 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011. L'augmentation pour 2012 est principalement attribuable à la différence de durée des périodes de présentation de l'information financière. La diminution pour le quatrième trimestre de 2012 par rapport au quatrième trimestre de 2011 s'explique principalement par les prix de vente moyens réduits.

Pour le quatrième trimestre de 2012, les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont atteint 59,3 M\$, en hausse par rapport à 30,0 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2012. La hausse du carnet de commandes au quatrième trimestre de 2012 était attendue, les contrats annuels étant normalement signés à la fin ou au début des années civiles. Le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques s'élève maintenant à 100,7 M\$, en baisse de 49,3 M\$ par rapport au carnet de commandes au 31 décembre 2011, ce qui s'explique par les prix de vente moyens moins élevés que prévu étant donné la tendance généralisée à la baisse des prix des produits de base sous-jacents et par la restructuration actuelle du marché de l'énergie solaire.

### Secteur Matériaux écologiques

	T4 2012	T4 2011	2012	Période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$	\$	\$
Produits	73 366	79 663	319 662	205 697
Coût des ventes et charges, avant amortissement	(85 066)	(77 890)	(327 865)	(191 097)
<b>BAIIA<sup>1</sup></b>	<b>(11 700)</b>	<b>1 773</b>	<b>(8 203)</b>	14 600
Dépréciation des stocks	16 291	2 755	26 835	3 826
<b>BAIIA ajusté<sup>1</sup></b>	<b>4 591</b>	<b>4 528</b>	<b>18 632</b>	18 426
Nouvelles commandes	72 744	84 444	311 584	172 043

Pour le quatrième trimestre de 2012, les produits ont reculé de 6,3 M\$ pour atteindre 73,4 M\$, comparativement à 79,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Pour l'exercice 2012, les produits ont augmenté de 55,4 % pour s'établir à 319,7 M\$, en hausse par rapport à 205,7 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011. Le recul des produits par rapport au trimestre comparable s'explique par une réduction des prix de vente associée au fléchissement des prix des produits de base sous-jacents. L'augmentation pour 2012 s'explique par la différence de durée des périodes de présentation de l'information financière.

Pour le quatrième trimestre de 2012, le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques s'est établi à 4,6 M\$, et est semblable au BAIIA ajusté du quatrième trimestre de 2011, à 4,5 M\$. Le BAIIA ajusté pour l'exercice 2012 a atteint 18,6 M\$, par rapport à 18,4 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011.

Pour le quatrième trimestre de 2012, les nouvelles commandes du secteur Matériaux écologiques ont atteint 72,7 M\$, en hausse par rapport à 64,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2012. La hausse des nouvelles commandes au quatrième trimestre de 2012 était attendue, les contrats annuels étant normalement signés à la fin ou au début des années civiles. Le carnet de commandes du secteur Matériaux écologiques s'élève maintenant à 65,1 M\$, ce qui représente une baisse de 8,1 M\$ par rapport au carnet de commandes au 31 décembre 2011. Cette baisse s'explique principalement par les prix de vente réduits.

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

# Rapport de gestion

## Charges

	T4 2012	T4 2011	Augmentation (diminution)	2012	Période de sept mois close le 31 décembre 2011	Augmentation (diminution)
	\$	\$		\$	\$	
Amortissement	5 628	5 463	3 %	21 159	12 797	65 %
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration, avant amortissement	12 561	17 446	(28) %	45 742	33 500	37 %
Frais de restructuration	932	-	-	2 781	-	-
Charges financières	1 103	3 169	(65) %	11 587	4 845	139 %
Recouvrement d'impôt	(18 578)	(9 670)	92 %	(24 221)	(4 713)	414 %
	1 646	16 408	(88) %	57 048	46 429	17 %

### Amortissement

La dotation aux amortissements pour le quatrième trimestre de 2012 s'est établie à 5,6 M\$, comparativement à 5,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Pour 2012, la dotation aux amortissements s'est établie à 21,2 M\$, comparativement à 12,8 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011. L'augmentation de la dotation aux amortissements pour 2012 tient à la différence de durée des périodes de présentation de l'information financière, et celle-ci correspond par ailleurs aux montants annualisés pour 2011.

### Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont chiffrés à 12,6 M\$ et 45,7 M\$ respectivement pour le quatrième trimestre de 2012 et l'exercice 2012, comparativement à respectivement 17,4 M\$ et 33,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011 et la période de sept mois close le 31 décembre 2011. Entre la période de sept mois close le 31 décembre 2011 et l'exercice 2012, l'augmentation s'explique par la différence de durée des périodes de présentation de l'information financière, les frais généraux, frais de vente et frais d'administration de 2012 étant d'environ 28 % inférieurs aux montants annualisés pour le quatrième trimestre de 2011 et d'environ 20 % inférieurs aux montants annualisés pour 2011 en raison des efforts de réduction des coûts.

### Frais de restructuration

La Société a engagé des frais de restructuration de 0,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012 et de 2,8 M\$ pour 2012 à la suite d'un incident survenu dans l'une de ses installations aux États-Unis ainsi que pour des indemnités de fin de contrat de travail.

### Charges financières

Les charges financières ont baissé pour s'établir à 1,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012 par rapport à 3,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011, grâce à l'endettement moins élevé. Les charges financières pour 2012 ont atteint 11,6 M\$ par rapport à 4,8 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011 en raison de la différence de durée des périodes de présentation de l'information financière.

### Impôt sur le résultat

Pour le quatrième trimestre de 2012, la Société a inscrit un recouvrement d'impôt de 18,6 M\$ comparativement à 9,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Pour 2012, la Société a inscrit un recouvrement d'impôt de 24,2 M\$, comparativement à 4,7 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011, selon des taux d'impôt effectifs de respectivement 9,6 % et 17,3 %. La baisse du taux d'impôt effectif est principalement attribuable à la charge de dépréciation du goodwill qui n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

# Rapport de gestion

## Situation financière et sources de financement

Flux de trésorerie	T4 2012	T4 2011	2012	Période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation <sup>1</sup>	4 244	10 349	25 393	27 338
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation	2 685	(9 284)	76 419	(38 253)
Activités opérationnelles	6 929	1 065	101 812	(10 915)
Activités d'investissement	(4 346)	(9 027)	33 637	(12 321)
Activités de financement	(100)	7 791	(154 964)	24 043
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés à l'exploitation	(276)	592	(399)	592
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>2 207</b>	<b>421</b>	<b>(19 914)</b>	<b>1 399</b>

Les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles ont été de 6,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012 et de 101,8 M\$ pour 2012, comparativement à respectivement 1,1 M\$ générés par ces activités et (10,9) M\$ affectés à ces activités pour le quatrième trimestre de 2011 et la période de sept mois close le 31 décembre 2011. L'augmentation des flux de trésorerie s'explique essentiellement par une baisse des besoins en fonds de roulement découlant principalement d'une réduction des stocks de 145 M\$.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont été de 4,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012, tandis que, pour 2012, les activités d'investissement ont généré des flux de trésorerie de 33,6 M\$, alors que respectivement 9,0 M\$ et 12,3 M\$ avaient été affectés aux activités d'investissement pour le quatrième trimestre de 2011 et la période de sept mois close le 31 décembre 2011. Au quatrième trimestre de 2012, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement étaient principalement liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles, tandis que les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement pour 2012 se rapportaient surtout à des placements temporaires, portés en diminution partielle d'acquisitions d'immobilisations corporelles.

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont élevés à 0,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012 et à 155,0 M\$ pour 2012, et correspondent principalement à des remboursements de dettes de 192,2 M\$ en partie contrebalancés par le produit de l'émission d'actions ordinaires et de bons de souscription en juin 2012 pour un montant net de 37,1 M\$. Pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011, les activités de financement avaient généré 24,0 M\$ de flux de trésorerie, la Société ayant alors refinancé sa facilité de crédit renouvelable.

### Fonds de roulement

	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
	\$	\$
Stocks	170 293	315 333
Autres actifs courants	121 144	171 756
Passifs courants	(104 789)	(151 384)
Fonds de roulement <sup>1</sup>	186 648	335 705
Ratio du fonds de roulement <sup>1</sup>	2,78	3,22

Le fonds de roulement a diminué pour s'établir à 186,6 M\$ au 31 décembre 2012, comparativement à 335,7 M\$ au 31 décembre 2011, compte tenu d'une baisse de 145,0 M\$ des niveaux de stocks et de 69,4 M\$ de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires, qui a été en partie contrebalancée par une réduction de 65,4 M\$ de la dette bancaire et de la dette à court terme.

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

# Rapport de gestion

## Dette nette

	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
	\$	\$
Dette bancaire et dette à court terme	8 014	73 430
Dette à long terme, y compris la partie courante	140 425	268 476
<b>Total de la dette</b>	<b>148 439</b>	<b>341 906</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements temporaires (affectés)	(11 892)	(81 331)
<b>Dette nette<sup>1</sup></b>	<b>136 547</b>	<b>260 575</b>

La dette nette, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires affectés, s'élevait à 136,5 M\$ au 31 décembre 2012, comparativement à 260,6 M\$ au 31 décembre 2011, soit une baisse de 124,0 M\$ qui s'explique par la trésorerie importante générée par les activités opérationnelles, qui a essentiellement servi à rembourser la dette.

## Fonds provenant de l'exploitation

	T4 2012	T4 2011	2012	Période de sept mois close le 31 décembre 2011
	\$	\$	\$	\$
<b>Fonds provenant de l'exploitation<sup>1</sup></b>	<b>4 243</b>	<b>10 349</b>	<b>25 393</b>	<b>27 338</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(3 926)	(5 668)	(15 888)	(10 785)
Variation du fonds de roulement	2 686	(9 284)	76 419	(38 253)
Émission d'actions ordinaires	-	134	38 636	346
Autres	678	(3 766)	(532)	1 989
	(562)	(18 584)	98 635	(46 703)
<b>Variation totale de la dette nette<sup>1</sup></b>	<b>3 681</b>	<b>(8 235)</b>	<b>124 028</b>	<b>(19 365)</b>
Dette nette <sup>1</sup> au début de la période	(140 228)	(252 340)	(260 575)	(241 210)
<b>Dette nette<sup>1</sup> à la fin de la période</b>	<b>(136 547)</b>	<b>(260 575)</b>	<b>(136 547)</b>	<b>(260 575)</b>

Les fonds provenant de l'exploitation se sont établis à 4,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012, contre 10,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011. Pour 2012, les fonds provenant de l'exploitation se sont fixés à 25,4 M\$, comparativement à 27,3 M\$ pour la période de sept mois close le 31 décembre 2011.

Le ratio dette nette sur BAIIA ajusté pour 2012 s'est établi à 3,6. Les fonds provenant de l'exploitation générés au cours de la même période ont représenté 18,6 % de la dette nette de la Société.

	T4 2012	T4 2011	2012	Période de sept mois close le 31 décembre 2011
Ratio dette nette <sup>1</sup> sur BAIIA ajusté annualisé	5,34	9,13	3,6	4,0
Fonds provenant de l'exploitation <sup>1</sup> annualisés sur la dette nette (%)	12,4	15,9	18,6	18,0

## Capital-actions

### Autorisé

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires, participantes et sans valeur nominale, comportant un droit de vote par action.

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en une ou plusieurs séries, dont les conditions, les restrictions et les privilèges particuliers doivent être déterminés par son conseil d'administration.

Actions émises et entièrement payées	Au 31 décembre 2012		Au 31 décembre 2011	
	Nombre	\$	Nombre	\$
Actions ordinaires	83 908 269	343 272	70 961 125	305 928

<sup>1</sup> Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

## Rapport de gestion

Au 28 mars 2013, un total de 83 908 269 actions ordinaires étaient émises et en circulation, et aucune action privilégiée ne l'était.

### Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions (le « régime ») en remplacement de l'ancien régime (l'« ancien régime ») qui avait été adopté en octobre 2007. Les conditions des deux régimes sont les mêmes, sauf que le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser cinq millions. Le nombre total d'actions pouvant être émises à l'exercice des options attribuées en vertu de l'ancien régime ne pouvait dépasser 10 % de l'ensemble des actions émises de la Société au moment de l'attribution des options. Les options attribuées en vertu de l'ancien régime peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation au 31 décembre 2012 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date de leur attribution. Les droits aux options s'acquièrent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société.

Le nombre d'options sur actions et le prix d'exercice moyen pondéré pour chacun des régimes de rémunération à base d'actions s'établissent comme suit :

	2012		Période de sept mois close le 31 décembre 2011	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$ CA		\$ CA
En circulation au début de la période	1 543 211	5,28	1 384 025	4,52
Attribuées	325 840	2,22	275 249	8,60
Annulées	(240 072)	5,60	(47 565)	5,40
Exercées	(43 531)	3,36	(68 498)	3,17
En circulation à la fin de la période	1 585 448	4,67	1 543 211	5,28
Exercibles à la fin de la période	1 024 656	4,94	908 657	4,28

### Arrangements hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan portant principalement sur la location de locaux et de matériel aux termes de contrats de location simple et d'obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères et conclut à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats aux notes 24 et 26 des états financiers consolidés de 2012 de la Société.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2012 :

	Valeur comptable	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dette bancaire et dette à court terme	8 014	8 531	-	-	-	8 531
Dettes fournisseurs et charges à payer	62 214	62 214	-	-	-	62 214
Instruments financiers dérivés	6 354	2 817	3 537	-	-	6 354
Dette à long terme	140 425	31 236	116 552	421	21	148 230
Contrats de location	4 760	2 148	1 415	597	600	4 760
<b>Total</b>	<b>221 767</b>	<b>106 946</b>	<b>121 504</b>	<b>1 018</b>	<b>621</b>	<b>230 089</b>

### Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs ou des actifs éventuels. Au 28 mars 2013, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés, à l'exception des poursuites judiciaires et des questions connexes qui sont décrites à la rubrique « Risques et incertitudes » figurant à la page 20 du présent rapport de gestion.

# Rapport de gestion

---

## Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef des finances qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef des finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents de la Société visés par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

## Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu à l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon les critères établis par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (COSO).

## Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## Méthodes comptables et changements

Les principes et méthodes comptables appliqués par la Société pour préparer ses états financiers consolidés audités pour l'exercice 2012 sont conformes aux IFRS. Les principales méthodes comptables de la Société sont décrites à la note 2 des états financiers consolidés audités du 31 décembre 2012. Les hypothèses clés et principales méthodes d'estimation que la direction a utilisées selon les IFRS, de même que leur incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes, sont demeurées sensiblement les mêmes que celles décrites dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

# Rapport de gestion

---

## Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants de la direction pour l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

### Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

### Dépréciation des actifs non financiers

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité.

Pour déterminer la valeur d'utilité, la direction estime les flux de trésorerie attendus de chaque actif ou UGT et elle détermine un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Dans le cadre de l'évaluation des flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses sur les résultats opérationnels futurs, qui ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels peuvent être différents et donner lieu à des ajustements importants des actifs de la Société dans des périodes futures. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au risque de marché et aux facteurs de risque propres aux actifs.

### Durées d'utilité des actifs amortissables

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à chaque date de présentation de l'information financière, chaque fois que des événements ou des changements dans les circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

### Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont vulnérables aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date d'achèvement des états financiers. La valeur nette de réalisation des stocks détenus pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

### Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreuses juridictions fiscales. Pour établir sa charge d'impôt sur le résultat dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des vérifications fiscales pourraient entraîner le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

La Société compte des actifs d'impôt différé, dont le caractère recouvrable fait l'objet d'appréciations régulières. La réalisation des actifs d'impôt différé de la Société dépend en grande partie de l'atteinte des bénéfices imposables futurs

## Rapport de gestion

---

projetés et de la pertinence continue des stratégies de planification fiscale actuelles. Les jugements de la Société relativement à la rentabilité future peuvent varier en fonction des conditions futures du marché, des modifications de la législation fiscale et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la valeur actuelle des actifs d'impôt différé. Ces changements pourraient entraîner, le cas échéant, un ajustement important des soldes d'actifs d'impôt différé dans le futur. Cet ajustement, qui serait comptabilisé pendant la période au cours de laquelle il a été déterminé, ramènerait les actifs d'impôt différé au montant dont la réalisation serait considérée comme plus probable qu'improbable.

### Normes comptables futures

Un certain nombre de nouvelles normes, modifications de normes et interprétations sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 et n'ont pas été appliquées dans la préparation des états financiers consolidés de 2012. Aucune de ces modifications ne devrait avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société, à l'exception de ce qui suit :

L'IFRS 9, *Instruments financiers*, traite du classement, de l'évaluation et de la comptabilisation des actifs financiers et des passifs financiers. L'IFRS 9 a été publiée en novembre 2009 et en octobre 2010. Elle remplace les parties de l'IAS 39 qui ont trait au classement et à l'évaluation des instruments financiers. L'IFRS 9 exige que les actifs financiers soient classés selon deux classes d'évaluation : ceux qui sont évalués à la juste valeur et ceux qui sont évalués au coût amorti. Le classement doit être déterminé au moment de la comptabilisation initiale. Il dépend du modèle économique de l'entité pour la gestion de ses instruments financiers et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'instrument. Pour les passifs financiers, la norme conserve la majeure partie des exigences de l'IAS 39. Selon la principale modification, lorsque l'option de la juste valeur est appliquée aux passifs financiers, la portion d'une variation de la juste valeur attribuable au risque de crédit propre à l'entité doit être comptabilisée dans les autres éléments du résultat global plutôt que dans le compte de résultat consolidé, sauf s'il en résulte une non-concordance comptable. La Société doit encore évaluer l'incidence qu'aura l'IFRS 9 et prévoit adopter la norme au plus tard pour la période ouverte à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015. La Société évaluera aussi l'incidence des phases restantes du projet sur l'IFRS 9 lorsque l'IASB les aura terminées.

L'IFRS 10, *États financiers consolidés*, s'appuie sur les principes existants pour établir que le concept de contrôle est le facteur déterminant pour décider si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés de la société mère. La norme fournit des indications supplémentaires sur l'application du principe du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. La Société doit encore évaluer l'incidence qu'aura l'IFRS 10 et prévoit adopter la norme au plus tard pour la période ouverte à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

L'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, contient les obligations d'information concernant toutes les formes de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités ad hoc et autres véhicules hors bilan. La Société doit encore évaluer l'incidence qu'aura l'IFRS 12 et prévoit adopter la norme au plus tard pour la période ouverte à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

L'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, vise à accroître l'uniformité et à réduire la complexité en donnant une définition précise de la juste valeur et en intégrant, en une même source, les exigences concernant l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir à ce sujet, applicables pour toutes les IFRS. Ces exigences, qui sont essentiellement alignées sur celles des PCGR des États-Unis, ne préconisent pas une plus grande utilisation de la méthode de comptabilisation à la juste valeur, mais fournissent des directives sur la manière de la calculer lorsque son utilisation est déjà exigée ou permise par d'autres normes aux termes des IFRS.

L'IAS 19, *Avantages du personnel*, a été modifiée en juin 2011. En vertu de la norme modifiée, la Société devra comptabiliser immédiatement tous les coûts des services passés et remplacer le coût financier et le rendement attendu des actifs du régime par un montant d'intérêt net calculé en appliquant le taux d'actualisation à l'actif (au passif) net au titre des prestations définies. La Société doit encore évaluer toute la portée de ces modifications.

Modification à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, relativement aux autres éléments du résultat global. La norme a été modifiée essentiellement pour exiger que les entités regroupent les éléments présentés dans les « autres éléments du résultat global » en fonction du fait qu'ils sont susceptibles ou non d'être reclassés ultérieurement en résultat net



## Rapport de gestion

(ajustements de reclassement). La modification ne porte pas sur la nature des éléments à présenter dans les autres éléments du résultat global.

Aucune autre norme IFRS ou interprétation de l'IFRIC qui n'est pas encore en vigueur ne devrait avoir d'incidence significative sur la Société.

### Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société sont des coentreprises, des administrateurs et des membres de la direction. Les transactions avec ces parties liées sont décrites aux notes 25 et 28 des états financiers consolidés de 2012 de la Société.

### Instruments financiers

#### Juste valeur des instruments financiers

La Société a établi que la valeur comptable de ses actifs et de ses passifs financiers à court terme, notamment la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements temporaires, les créances, la dette bancaire et la dette à court terme, ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer, se rapprochait de leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 17, « Catégorie d'actifs financiers et de passifs financiers », des états financiers consolidés de 2012 de la Société.

La juste valeur des instruments financiers dérivés était comme suit :

Passif	31 décembre 2012	31 décembre 2011
	\$	\$
Swap de taux d'intérêt	3 870	2 326
Contrats de change à terme	1 080	517
Options	239	2 873
Bons de souscription	1 165	-
<b>Total</b>	<b>6 354</b>	<b>5 716</b>

#### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable.

Au 31 décembre 2012, la Société était partie à un swap de taux d'intérêt visant à couvrir une partie du risque de taux d'intérêt lié à sa facilité de crédit renouvelable. Le contrat de swap, d'une valeur nominale de 100 M\$, est en vigueur de janvier 2013 à août 2015. Ce swap de taux d'intérêt fixe le taux d'intérêt LIBOR à 1,82 %. La Société a reçu 1,7 M\$ lorsqu'elle a conclu ce swap de taux d'intérêt en septembre 2011, soit la juste valeur de l'instrument au moment où elle en est devenue partie. Le contrat avait une juste valeur de (3,9) M\$ au 31 décembre 2012 et a été comptabilisé dans les passifs financiers dérivés dans l'état de la situation financière consolidé.

#### Risque de change

Les ventes de la Société sont principalement libellées en dollars américains, alors qu'une partie de nos charges opérationnelles sont libellées dans des monnaies locales, comme l'euro, le dollar canadien et la livre sterling. Bien que les achats de matières premières soient libellés en dollars américains, ce qui réduit en partie l'incidence des fluctuations des taux de change, nous sommes exposés au risque de change, qui pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats. La direction a instauré une politique de gestion du risque de change au regard de la monnaie fonctionnelle appropriée. La Société gère le risque de change en concluant divers contrats de change à terme.

# Rapport de gestion

La Société avait les expositions suivantes au risque de change au 31 décembre 2012 :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	\$ HK
Trésorerie et équivalents de trésorerie	101	2 771	85	3 913	11
Placements temporaires (affectés)	-	2 357	-	-	-
Créances	444	12 574	2 203	3 893	-
Dettes bancaires et dette à court terme	-	-	-	(8 014)	-
Dettes fournisseurs et charges à payer	(2 568)	(11 379)	(870)	(4 733)	(232)
Dettes à long terme	(1 052)	(65 928)	-	-	-
<b>Actifs (passifs) financiers nets</b>	<b>(3 075)</b>	<b>(59 605)</b>	<b>1 418</b>	<b>(4 941)</b>	<b>(221)</b>

Le tableau qui suit montre l'incidence sur le résultat avant impôt d'un raffermissement ou d'un affaiblissement de un point de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2012 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	\$ HK
Raffermissement de 1 %					
Résultat avant impôt	(31)	(596)	14	(49)	(2)
Affaiblissement de 1 %					
Résultat avant impôt	31	596	(14)	49	2

## Options

La Société a vendu à une institution financière des options qui confèrent à cette dernière le droit de vendre des euros à la Société à des dates préétablies. Les options ont une valeur nominale de 21,5 € à un taux de change euro/\$ US de 1,3283 et sont échues en janvier 2013 sans renouvellement. La juste valeur était de (0,2) M\$ au 31 décembre 2012.

La valeur marchande de ces instruments financiers dépend de plusieurs facteurs, notamment : la volatilité des marchés étrangers, la durée restante des instruments et d'autres conditions du marché. En raison de ce qui précède, il est très difficile pour la Société d'évaluer le risque de marché. La Société est d'avis qu'une analyse de sensibilité ne serait pas représentative.

## Bons de souscription

En juin 2012, la Société a émis 12 903 613 unités au prix unitaire de 3,10 \$ CA. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription d'une action ordinaire. La Société a émis 6 451 807 bons de souscription, qui sont comptabilisés dans les passifs financiers dérivés à la juste valeur en fonction du marché boursier. La juste valeur était de (1,2) M\$ au 31 décembre 2012 et de néant au 31 décembre 2011. La juste valeur dépend de plusieurs facteurs, notamment : la volatilité du marché et des taux de change, les fluctuations des taux d'intérêt, l'activité de la Société sur le marché et d'autres conditions du marché. En raison de ce qui précède, il est très difficile pour la Société d'évaluer le risque de marché. La Société est d'avis qu'une analyse de sensibilité ne serait pas représentative.

## Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière. La Société compte un grand nombre de clients et ne dépend plus d'un seul en particulier. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques courantes en matière de gestion de risque de crédit. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

La Société constitue un compte de correction de valeur pour créances douteuses conformément à l'évaluation que fait la direction des montants recouvrables. La valeur comptable des créances représente donc généralement le risque de crédit maximum auquel la Société est exposée. Aux 31 décembre 2012 et 2011, la Société a constitué un compte de correction de valeur pour créances douteuses de respectivement 168 \$ et 482 \$. Lorsqu'il est constitué, ce compte est inclus dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration aux comptes de résultat consolidés, et il est présenté net des montants recouverts pour lesquels il a été constitué au cours de périodes antérieures.

## Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère

## Rapport de gestion

---

également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants.

### Risques et incertitudes

La Société est assujettie à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à sa capacité à mettre en œuvre sa stratégie et à atteindre ses objectifs de croissance à long terme. La direction analyse ces risques et met en place des stratégies afin d'en réduire l'incidence sur la performance de la Société.

### Incapacité à obtenir les avantages escomptés des acquisitions

Certains des avantages anticipés pourraient ne pas se matérialiser, ou pourraient ne pas se concrétiser dans les délais prévus par notre direction. Un certain nombre de facteurs, dont beaucoup sont indépendants de notre volonté, pourraient avoir une incidence sur la réalisation de ces avantages. Entre autres, la possibilité de tirer avantage de l'acquisition et de toute acquisition future que nous réaliserons dépend, en partie, du regroupement des fonctions et de l'intégration des activités, des procédures et du personnel, en temps utile et de manière efficace, de même que de la capacité de notre Société à tirer parti des occasions de croissance et de synergie prévues en regroupant avec les nôtres les entreprises et les activités acquises. L'intégration des entreprises acquises suppose que la direction consacre des efforts, du temps et des ressources considérables, ce qui pourrait détourner son attention et ses ressources d'autres occasions stratégiques et aspects opérationnels pendant le processus d'intégration. Le processus d'intégration est susceptible d'entraîner le départ d'employés clés, l'engagement de dépenses importantes et la perturbation des activités courantes et des relations avec les clients et les employés, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur notre capacité à obtenir les avantages escomptés de ces acquisitions.

### Dette supplémentaire

Nous avons pris en charge la dette de MCP à la réalisation de l'acquisition. La dette supplémentaire a augmenté l'intérêt que nous devons payer de temps à autre jusqu'à ce que ces sommes soient remboursées. En outre, nous sommes tenus de payer aux actionnaires vendeurs les sommes indiquées dans les billets à ordre ainsi qu'une retenue en trésorerie, décrites dans la rubrique « La convention d'acquisition et les conventions connexes » du prospectus simplifié daté du 1<sup>er</sup> avril 2011. Bien que nous ayons conclu une facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang de 200 M\$, nous pourrions avoir besoin de trouver des sources supplémentaires de financement pour rembourser la dette indiquée précédemment à échéance. Rien ne garantit que nous serons en mesure d'obtenir du financement selon des modalités que nous jugeons acceptables ni même que nous pourrions tout simplement en trouver au moment voulu.

### Activités internationales

La Société exerce ses activités dans plusieurs pays, y compris la Chine, et, par conséquent, elle court des risques liés à l'exercice de ses activités à l'échelle internationale. Nous pourrions subir les contrecoups importants de ces risques, dont l'intégration des activités internationales, les défis liés à l'assujettissement à plusieurs ordres juridiques, l'éventualité d'un climat volatil sur le plan de l'économie et des relations de travail, l'instabilité politique, l'expropriation et les modifications en matière de taxes et impôts, tarifs et autres frais imposés par les autorités de réglementation. Bien que la Société exerce ses activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, rien ne garantit qu'elle ne subisse pas les contrecoups néfastes des risques inhérents aux activités qu'elle exerce sur le plan international.

### Réglementation en matière de protection de l'environnement

Nos activités supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et de règlements nationaux, provinciaux, locaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent celles régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et des déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés et la santé et sécurité au travail. Nous avons engagé et continuerons d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter ces lois et règlements. De plus, la violation des lois en matière de protection de l'environnement ou des permis délivrés en vertu de celles-ci ou la responsabilité engagée en vertu de ces lois ou permis

## Rapport de gestion

---

pourrait entraîner l'imposition de restrictions sur nos activités opérationnelles ou nous exposer à des amendes substantielles, des pénalités et des poursuites judiciaires devant les tribunaux pénaux, des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, des frais de nettoyage ou d'autres frais. Bien que nous estimions respecter actuellement toutes les exigences en matière de protection de l'environnement qui sont applicables, de nouvelles circonstances futures, comme la mise en place de politiques de coercition plus agressives, l'application de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus rigoureux ou la découverte de conditions environnementales actuellement inconnues, pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence négative significative sur les activités, les résultats opérationnels et la situation financière de la Société. L'installation acquise de MCP à Tilly, en Belgique, fait présentement l'objet de mesures correctives en vertu d'un plan de remise en état en raison de l'héritage industriel du site sur lequel elle est située, site qui a été utilisé à des fins industrielles depuis plus de 100 ans, afin de la rendre conforme à la réglementation plus stricte en matière d'environnement. Le plan de remise en état a été approuvé par les autorités locales et les coûts estimatifs en résultant ont été comptabilisés comme il se doit par la Société.

### Poursuites judiciaires

Le 6 novembre 2012, Florinvest S.A., Heresford Ltd., Metals Corp. S.C.R.L. et S.R.I.W. S.A. (les « vendeurs »), anciens actionnaires de MCP, ont déposé une demande d'arbitrage (l'« arbitrage ») contre la Société, affirmant qu'elle avait mal interprété les modalités de la convention d'acquisition intervenue entre les vendeurs et la Société le 26 février 2011 en ce qui a trait au mode de calcul des intérêts dus sur les montants payables après la clôture. La Société conteste la position prise par les vendeurs en ce qui a trait au mode de calcul de l'intérêt.

En plus de la réponse à la demande d'arbitrage, la Société a également déposé une demande reconventionnelle dans le cadre de l'arbitrage, puisqu'elle a découvert que les vendeurs n'avaient pas respecté les modalités de la convention d'acquisition et de certaines autres ententes connexes, notamment des manquements aux déclarations et aux garanties faites ou données par les vendeurs et des manquements aux conditions de clôture. La Société et MCP ont également intenté un procès aux anciens administrateurs de MCP les tenant personnellement responsables de tous les dommages causés par des fautes ou des actes malhonnêtes commis en qualité d'administrateurs de MCP ou à tout autre titre. Le montant total des dommages subis par la Société à ce jour est évalué à titre provisoire à un montant estimatif significativement plus élevé que le solde des sommes alléguées exigibles aux termes des modalités de la convention d'acquisition et des autres documents connexes. La Société entend être indemnisée en totalité par les vendeurs et les anciens administrateurs de MCP, à l'égard de tout dommage excédant le solde des sommes exigibles aux termes des modalités de la convention d'acquisition et des autres documents connexes.

La Société est persuadée que ses réclamations contre les vendeurs et éventuellement les anciens administrateurs de MCP sont fondées; cependant, il n'y a aucune garantie quant au dénouement d'un tel litige.

De temps à autre, la Société est menacée de poursuites judiciaires ou peut faire l'objet d'actions en justice dans le cadre ordinaire de ses activités. Une poursuite pourrait nécessiter beaucoup d'attention de la part de la direction, exiger des ressources financières pour contester la réclamation ou entraîner des honoraires juridiques considérables et des dommages-intérêts pour lesquels la Société peut ne pas être entièrement assurée et qui pourraient porter préjudice à sa réputation. Un jugement important contre la Société ou l'imposition d'une amende ou d'une pénalité élevée pourrait nuire considérablement aux activités de la Société, à sa situation financière et à ses résultats opérationnels.

### Risque lié à la concurrence

Nous sommes le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques, et aucun de nos concurrents, qui sont peu nombreux, n'est entièrement intégré comme nous le sommes ou n'offre une gamme de produits semblable. Par conséquent, nos concurrents ne sont pas en mesure d'offrir une gamme de services et de produits aussi complète que la nôtre. Cependant, rien ne garantit que cette situation perdurera, et la concurrence pourrait venir d'affineurs de métaux à bas prix ou de certains de nos clients qui décideraient de s'intégrer verticalement. La croissance attendue de la demande de nos principaux produits devrait attirer plus d'affineurs de métaux dans ce secteur et intensifier la concurrence. Bien que nous croyions que nos activités et notre réseau commercial sont d'importants avantages concurrentiels, une plus forte concurrence pourrait avoir une incidence négative sur notre chiffre d'affaires et nos marges opérationnelles si nos concurrents accaparent une part du marché et que nous ne sommes pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

# Rapport de gestion

---

## Risque lié au prix des produits de base

Le coût et la disponibilité de certains intrants varient en fonction d'un certain nombre de facteurs sur lesquels nous n'avons aucune prise, notamment la conjoncture, les taux de change, la demande de métaux à l'échelle mondiale, les sanctions commerciales, les tarifs, les coûts de main-d'œuvre, la surcapacité des producteurs et la majoration des tarifs. Toute variation de la disponibilité et des coûts des intrants pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités, la situation financière, les résultats opérationnels et les flux de trésorerie de la Société. L'incapacité de la Société à récupérer les hausses de coût pourrait nuire considérablement à ses activités, sa situation financière, ses résultats opérationnels et ses flux de trésorerie.

## Sources d'approvisionnement

Nous pourrions être incapables de trouver des stocks essentiels de matières premières dont nous dépendons pour exercer nos activités. Nous nous procurons actuellement nos matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui nous avons des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraison pourrait réduire notre capacité de production et avoir une incidence sur nos livraisons aux clients, ce qui, en retour, aurait une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais quant au non-respect de nos contrats de vente.

## Protection de la propriété intellectuelle

La protection de propriété de nos procédés, méthodes et autres technologies exclusives est essentielle à notre entreprise. Nous comptons presque exclusivement sur une combinaison de secrets commerciaux et d'ententes de confidentialité signées avec nos employés pour protéger nos droits de propriété intellectuelle. Nous avons délibérément choisi de limiter le nombre de nos brevets afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de nos droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et technologies de grande valeur.

## Risque lié à la valorisation des stocks

La Société surveille son risque associé à la valeur de ses stocks par rapport au prix du marché. En raison de la nature très peu liquide d'une grande partie de ses stocks, elle compte sur une combinaison de techniques d'évaluation du risque normalisées, telle que la valeur à risque, ainsi que sur une appréciation plus empirique des conditions du marché. Les décisions concernant les niveaux appropriés de stocks sont prises compte tenu des calculs de la valeur à risque et des conditions du marché.

## Interruptions des activités

Nous pourrions subir des pertes si nos activités devaient être interrompues. Dans bien des cas, plus particulièrement dans le cas de nos contrats à long terme, nous avons des obligations contractuelles de livrer des produits dans des délais prescrits. Toute perturbation de nos activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que nous portent les clients, d'entraîner l'annulation de nos contrats et de donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que nous croyions avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et que nous ayons contracté une assurance contre celles-ci, il est possible que nous ayons néanmoins à subir des interruptions, qui pourraient avoir une incidence négative sur nos résultats financiers.

## Dépendance à l'égard du personnel clé

La Société compte sur l'expertise et le savoir-faire des membres de son personnel pour la poursuite de ses activités. Le départ de membres de la haute direction pourrait avoir une incidence négative importante sur la Société. Notre réussite future dépend aussi de notre capacité à garder à notre service les employés clés et à attirer, former, garder à notre service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans notre équipe de direction et notre équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise du secteur des métaux spéciaux et de la technologie d'affinage sont essentiels à notre réussite et pourraient se révéler difficiles. Nous ne pouvons pas garantir que nous serons en mesure d'attirer et de garder à notre service le personnel qualifié au besoin.

## Conventions collectives

Une partie du personnel de la Société est syndiqué et nous avons des conventions collectives qui viennent à échéance à différentes dates. Si nous ne sommes pas en mesure de renouveler ces conventions collectives à des conditions

## Rapport de gestion

---

similaires lorsque celles-ci doivent être renégociées, cela pourrait donner lieu à des arrêts ou conflits de travail, comme des grèves, des débrayages ou des lock-out, et nuire à notre performance.

### Risques associés au fait d'être une société cotée

Les actions de la Société sont cotées et, par conséquent, la Société est tenue à toutes les obligations imposées aux « émetteurs assujettis » en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada et à toutes les obligations applicables à une société cotée en vertu des règles de la Bourse. Les coûts directs et indirects associés au fait d'être une société cotée ont monté en flèche au cours des dernières années, et les initiatives réglementaires à l'étude pourraient accroître davantage les coûts inhérents à une société cotée au Canada. Ces coûts pourraient nuire à la situation financière de la Société.

### Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet des commandes représente les commandes que la Société a reçues, mais n'a pas encore exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des 12 prochains mois. Les nouvelles commandes représentent la valeur des commandes reçues durant la période considérée, calculée en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les frais financiers (produits financiers), l'impôt sur le résultat, l'amortissement, la dépréciation ou la reprise de perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles, la dépréciation du goodwill, les frais de restructuration et les frais connexes à l'acquisition. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel que défini précédemment avant la dépréciation des stocks. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de toute dépréciation des stocks. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence des charges de dépréciation et de la reprise de perte de valeur des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la dépréciation du goodwill, des frais de restructuration et des coûts d'acquisition, après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des charges de dépréciation liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des frais de restructuration et des coûts d'acquisition. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des charges de dépréciation liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des frais de restructuration et des coûts d'acquisition par action. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

## Rapport de gestion

---

Les fonds provenant de l'exploitation correspondent aux flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant les variations des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation. Ces montants figurent dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés audités de la Société. Selon la Société, les fonds provenant de l'exploitation constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

La marge brute est une mesure financière qui correspond aux ventes, déduction faite du coût des ventes. Le ratio de la marge brute est exprimé en pourcentage des ventes. La Société utilise la marge brute et le ratio de la marge brute pour mesurer l'efficacité de ses activités et sa capacité de générer de la valeur.

La marge brute ajustée est une mesure financière qui correspond aux ventes, déduction faite du coût des ventes et de la dépréciation des stocks. Le ratio de la marge brute ajustée est exprimé en pourcentage des ventes. La Société utilise la marge brute ajustée et le ratio de la marge brute ajustée pour mesurer l'efficacité de ses activités et sa capacité de générer de la valeur.

La dette nette ou la trésorerie nette est une mesure servant à surveiller le niveau de la dette, qui tient compte de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires. Elle constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société et correspond à la différence entre la dette totale, y compris la partie courante, et la somme de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements temporaires.

Le fonds de roulement est une mesure qui nous indique les sommes dont nous disposons pour assurer la croissance de la Société. Le fonds de roulement est un indicateur de la santé financière et de la liquidité de la Société. Il correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants.

### Renseignements complémentaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements complémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

### Événement postérieur à la date de clôture

En mars 2013, la Société a conclu une modification de sa facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang aux termes de laquelle cette dernière sera réduite à 100 M\$ à compter du 31 mars 2013. La modification établit de nouvelles clauses restrictives pour 2013 et maintient l'échéance initiale (août 2015). Le taux d'intérêt a été changé et dépend du taux d'endettement de la Société (ratio dette BAIIA), et peut varier entre le LIBOR, le taux des acceptations bancaires ou l'EURIBOR majorés de 3,00 % à 4,50 % ou le taux de base ou préférentiel américain majoré de 2,00 % à 3,5 %. Des commissions d'engagement de 0,75 % à 1,125 % sont aussi versées sur la partie non utilisée. En tout temps, 5N Plus peut demander que la facilité de crédit soit augmentée à 140 M\$ en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 40 M\$, sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs.